

**BULLETIN DE CANDIDATURE au COMITÉ DIRECTEUR DU CDRP 22**  
**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE du Comité FFRandonnée 22**  
**Mardi 24 février 2026 à Bréhand**

**Candidature à retourner au plus tard le 13 février 2026**

au Comité FFRandonnée 22

par mail à [cotes-darmor@ffrandonnee.fr](mailto:cotes-darmor@ffrandonnee.fr)

ou par courrier (Maison départementale des sports – 18 rue Pierre de Coubertin – 22440 Ploufragan)

Candidat :

NOM et Prénom : Mme/M. ....

Numéro de licence FFRandonnée : ..... Nom de l'association : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

**Est candidat au Comité directeur du CDRP 22 :**

☐ à un siège du Collège général

Pour mieux vous connaître : *veuillez renseigner succinctement les rubriques ci-dessous :*

- Vous souhaitez vous investir pour le Comité, veuillez préciser vos motivations et les activités auxquelles vous aimeriez participer (*Formation, Animations, Adhésions, Pratiques, Sport Santé, Communication, Sentiers et Itinéraires, Editions, Comptabilité, Secrétariat...*) :

- Vos disponibilités globales :

--

**Déclare sur l'honneur :**

- ♦ être candidat(e) à un mandat d'administrateur au COMITÉ DIRECTEUR du Comité Départemental de la Randonnée Pédestre des Côtes d'Armor
- ♦ ne pas tomber sous le coup de l'une des exclusions figurant à l'article 9.2.3 des statuts du CDRP22 (voir ci-dessous).

Fait le....., à.....

Nom / Prénom	Signature du candidat	Signature du Président du club

*Nb : Les licenciés titulaires d'une licence Club doivent faire signer leur candidature par le président de l'association.*

\*\*\*\*\*

**Extrait des statuts du CDRP22**

**9.2.3 Conditions d'éligibilité des membres du Comité directeur**

Les membres du Comité directeur de nationalité française doivent jouir de leurs droits civiques : ils doivent avoir dix-huit ans révolus.

Ne peuvent être élus au Comité directeur :

- Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales ;
- Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales ;
- Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif ;

Le mandat de membre du Comité directeur est incompatible avec tout autre lien contractuel à titre onéreux avec la Fédération, ses Comités ou ses membres.